

OUVERTURE DU CHAMP AUDIOVISUEL

«Il n'y a pas eu de concertations à ce jour», selon Badreddine Mili

Pour Badreddine Mili, intervenant hier au Centre de recherches stratégiques et sécuritaires, à ce jour, il n'y a pas eu de concertations concrètes concernant la loi qui va régir l'ouverture du champ audiovisuel.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Badreddine Mili, auteur et conseiller auprès du directeur général de l'ENTV, a animé hier une conférence sur le thème «L'audiovisuel, quel scénario pour quelle ouverture ?»

Pour l'intervenant, «il n'y a eu que des supputations sur les choix éventuels sur lesquels reposeront les textes qui auront à régir l'ouverture du champ audiovisuel». Le projet se fera soit par le biais de la loi sur l'audiovisuel, il fera partie du chantier des réformes et verra donc le jour avant la fin de l'actuelle législature, donc en 2012, «soit

on se contentera de la loi organique sur l'information en cours d'adoption en guise d'ancrage juridique et on renverrait l'adoption et l'application du nouveau régime à la prochaine législature, une période propice, compte tenu de sa proximité avec la date de l'élection présidentielle de 2014», expliquera le conférencier.

Ce dernier s'interrogera, par ailleurs, sur l'éventualité que dans de telles conditions, la Haute autorité de l'audiovisuel puisse voir le jour avant la loi sur l'audiovisuel. Il évoquera un autre obstacle à la création de chaînes privées et qui

concerne la création de la télévision numérique terrestre (TNT), précisant, à cet effet, que si celle-ci n'est pas opérationnelle d'ici le premier trimestre 2012, dans au moins une demi-douzaine de centres urbains de grande densité démographique, les nouvelles chaînes seront dans l'impossibilité d'émettre par ce canal et seront alors obligées de diffuser leurs programmes par satellite. Une éventualité qui coûtera financièrement très cher, ce qui n'est pas à la portée de tous, a-t-il souligné.

Evoquant par ailleurs l'histoire de la Télévision algérienne qu'il qualifiera de clair-obscur, Badreddine Mili soulignera le fait que l'Unique «ait raté la transformation des essais, pourtant réussis, réalisés à ses débuts pour

n'arriver qu'à créer des clones de la chaîne-mère alors que la concurrence ne fera pas de cadeau à l'ENTV». Le conférencier précisera que le lancement d'une chaîne nécessitera d'importants investissements, et ce, à hauteur de 500 milliards de centimes pour notamment l'achat des droits de diffusion de séries en vogue et la retransmission des matchs.

Il citera, par ailleurs, les conditions optimales de viabilisation de l'audiovisuel, à savoir la réforme du système de financement, la distribution de la manne publicitaire qui dépendra de l'entrée en vigueur des lois sur la publicité, le sondage et l'audiovisuel, ainsi que la TNT et la création de la Haute autorité de l'audiovisuel. Pour cette dernière, Badreddine Mili notera que l'en-

semble de ses membres doivent provenir des rangs des professionnels du secteur.

Concernant l'ouverture du champ audiovisuel, le conférencier dira enfin que si l'œuvre est colossale, «le jeu en vaut la chandelle».

Lors du débat, les présents ont mis, pour leur part, en avant, la problématique des ressources humaines qui risque de se poser suite à la création des chaînes privées.

Ils préciseront notamment qu'il n'y a pas eu de formation au cours des dernières années s'agissant de trois professions clés que sont la réalisation, la direction photo et le son. Ces dernières nécessitent quatre années d'études en plus de l'indispensable expérience.

F.-Z. B.

PROFESSEUR NAFTI

Pour une généralisation de la vaccination contre la grippe saisonnière

Le professeur Salim Nafti, président de la Société algérienne de pneumologie et allergologie, plaide pour la généralisation de la vaccination contre la grippe saisonnière. Pour lui, c'est le seul moyen de diminuer de la gravité de cette maladie.

Rym Nasri - Alger – (Le Soir) - «La vaccination constitue le seul moyen de lutter contre le virus de la grippe et de réduire ainsi la mor-

talité et la morbidité. Cette maladie est familière et fréquente mais elle peut être grave et mortelle pour certaines catégories de personnes», a indiqué le Pr Nafti hier au forum d'El Moudjahid. Sur le plan socioprofessionnel, la vaccination apporte également ses bienfaits. «Outre la réduction de l'absentéisme, la vaccination permet d'économiser entre 2 000 et 5 000 DA sur les dépenses de soins pour les malades chroniques», précise-t-il. Il a souligné l'importance de la sensibilisation sur les risques de cette maladie et a appelé à combattre les «réticences» des gens vis-à-vis

du vaccin. «Il faut s'orienter vers la prévention car les complications de la grippe sont parfois mortelles surtout pour les personnes âgées, les malades chroniques, les enfants et les femmes enceintes», dira-t-il. D'ailleurs, poursuit-il, «le personnel de la santé doit être prioritaire dans l'opération de vaccination».

Evoquant les 2,06 millions de doses de vaccin antigrippal commandées par l'Etat dont 1,5 million de monodoses et 60 000 vaccins pédiatriques, le Pr Nafti a jugé cette quantité «insignifiante». «La demande des seuls malades chroniques dépassent les deux mil-

lions.» Le spécialiste a également plaidé pour la gratuité de ce vaccin pour tout le monde. «Le vaccin doit être remboursable pour tout le monde. Quant aux sujets âgés et aux malades chroniques, ils doivent bénéficier gratuitement du vaccin antigrippal», dira-t-il. Il a appelé les pouvoirs publics à assurer la disponibilité du vaccin pour tout le monde, avant d'ajouter : «A cause de la mutation permanente du virus de la grippe, nous sommes exposés chaque année, à une épidémie dévastatrice.»

R. N.

CAMPAGNE DE VACCINATION ANTIGRIPPAL

L'opération démarre timidement, selon les pharmaciens

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière a débuté officiellement depuis une semaine. Au niveau des officines, l'opération démarre timidement, selon les pharmaciens qui expliquent cette situation par le fait que le produit soit administré gratuitement au niveau des structures hospitalières.

Pour cette saison, le vaccin antigrippal est largement disponible aussi bien au niveau des officines privées que des structures hospitalières, expliquent les médecins et les pharmaciens qui parlent, cependant, d'une campagne qui démarre timidement sur le territoire national. Au mois de septembre dernier, l'Institut Pasteur d'Algérie a réceptionné plus d'un million de doses de vaccin antigrippal pour la campagne nationale prévue pour ce mois d'octobre. Pour leur part, les pharmaciens d'officine affirment avoir été «agréablement surpris par la large disponibilité du vaccin cette année et dans des délais raisonnables».

Au niveau des pharmacies de la capitale notamment des affiches annonçant la disponibilité du vaccin ainsi que son prix ont été accrochées au niveau des vitrines depuis près de quinze jours.

L'affluence n'est cependant pas au rendez-vous et la cadence des demandes de vaccination est jugée des plus moyennes. «Si le vaccin nous le proposons à nos clients depuis près de quinze jours, nous n'enregistrons pas plus de cinq à six demandes par jour et encore nous nous trouvons sur une artère principale», explique un pharmacien à Alger-Centre. Ce dernier, comme d'autres pharmaciens d'ailleurs, dira qu'en général,

les personnes âgées comme les personnes atteintes de maladies chroniques se font vacciner au niveau des structures hospitalières et autres centres de santé.

Ceci d'autant que la vaccination est gratuite et remboursée par la Sécurité sociale quand il s'agit de personnes atteintes de maladies chroniques. Les pharmaciens espèrent, cependant, une affluence plus impor-

tante dans les prochains jours et avec le rafraîchissement des températures. «Pour cette saison, c'est le calme plat et nous enregistrons un désintérêt pour le vaccin antigrippal par rapport aux deux dernières années où il y avait une certaine panique par rapport à l'épidémie de grippe A H1N1. Il y a eu un rush certain et tout le monde voulait se protéger contre la grippe», explique un phar-

macien. Les membres du Syndicat national des pharmaciens d'officine mettront aussi l'accent sur le faible afflux au niveau des officines pour la vaccination contre la grippe saisonnière. Les pharmaciens font part de leurs craintes de se retrouver avec des stocks de vaccins non écoulés, si la tendance ne s'inverse pas dans les prochains jours.

F.-Z. B.

EXERCICE DE SAUVETAGE D'UN NAVIRE À PASSAGERS EN DÉTRESSE AU LARGE D'ALGER

La démonstration de force des «SAR 5+5»

Mardi 25 octobre 2011. Il est 7h30. A 35 milles au nord du port d'Alger, un incendie se déclenche dans un navire à passagers. Le risque est imminent. Aussitôt l'alerte donnée, l'équipe de sauvetage des SAR 5+5 des forces navales se lance vers le large.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -

C'est à 8h exactement que le Centre national des opérations de surveillance et de secours (CNOSS) a reçu l'alerte donnée par Alger Radio. Cinq minutes plus tard, le CNOSS contacte le navire en détresse qui lui communique un rapport préliminaire sur l'incident. Les unités d'intervention sont à leur tour mises en alerte et un remorqueur et deux vedettes de sauvetage sont déployés sur-le-champ. C'est à ce moment précis que le capitaine du navire en péril déclare la disparition de deux personnes à l'instant du ralliement des postes d'abandon. Un signal d'alerte est envoyé à 8h30 à la base aérienne de Boufarik pour la mobilisation d'un

hélicoptère de sauvetage SAR. Au même moment et en attendant l'arrivée de l'équipe de sauvetage, le commandant du navire en provenance de Marseille tente d'avancer à une vitesse réduite, vers le port d'Alger. Il déclare à 9h15 pas moins de trente blessés dont dix dans un état grave. Un quart d'heure plus tard, les éléments de la Protection civile arrivent en grand nombre au quai n°8 du port d'Alger. Vers 10h, le remorqueur et les deux vedettes de sauvetage arrivent, sur la zone repérée et commencent à éteindre le feu par le refroidissement de ses parois externes à l'aide de canons à eau anti-incendie. C'est alors que le capitaine déclare la disparition d'une autre personne à bord.

Entre-temps, des observateurs français, espagnols, italiens, mauritaniens et tunisiens suivent l'opération sur les lieux. Quelques instants plus tard, l'hélicoptère de sauvetage arrive sur place et commence l'évacuation des dix blessés vers un poste avancé de secours. Il est 10h30, et un aéronef français arrive à son tour dans la zone déterminée et se lance à la recherche des personnes disparues. Il est 11h,

l'incendie une fois éteint, les 20 autres passagers blessés seront vite évacués à bord des vedettes de sauvetage vers le port d'Alger.

A l'instant même, les naufragés seront localisés par l'aéronef français et l'hélicoptère SAR super Lynx 300 procède à l'hélicoptère et l'évacuation en urgence vers l'hôpital. Vers midi, les deux vedettes de sauvetage accostent au quai n°8 du port d'Alger où un important renfort de la Protection civile et le service du SAMU attendent sur place pour prodiguer les premiers soins.

«Chapeau ! Opération de sauvetage réussie», dira le commandant des forces aériennes françaises, Frédéric Lenglet, venu assister à l'exercice, à titre d'observateur. «Je dirais que l'opération s'est déroulée d'une manière nominale, l'équipe SAR 5+5 a travaillé avec beaucoup de sérénité et de professionnalisme et je pense que dans un cas réel, ils seront forcément capables de faire de même. Je tiens, par ailleurs, à souligner que je suis très impressionné par le professionnalisme des agents de la Protection civile algériens», a-t-il ajouté.

M. M.